

Fin connaisseur du monde des ONG et de la coopération internationale, Joan Bastide vient de publier un roman qui épingle les dérives de l'aide au développement. Entretien

AIDE ET EFFETS PERVERS

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAXIME MAILLARD

Développement ▶ Installé depuis le début de l'année à Nanyuki, au pied du mont Kenya, Joan Bastide est un globe-trotter du travail humanitaire. Après un master en géographie à Genève et un stage à l'Organisation mondiale de la santé, ce Français scolarisé en Suisse vit ses « premières sensations de terrain » au Mali et au Niger en 2007 pour le compte de l'ONG Action contre la faim. Une expérience à l'origine de *Que la Terre nous soit légère*¹. Roman-fleuve qu'il vient de publier et où s'entrecroisent les destinées d'Antoine, jeune coopérant d'une ONG confrontée à la rapacité des géants de l'agroalimentaire, et Alioun, descendant d'une famille de griots qui prend le chemin de l'émigration.

Aux Caraïbes pour la Croix Rouge ou au Laos comme consultant indépendant, Joan Bastide enchaîne par la suite les missions, découvrant ce qu'il appelle le « productivisme de mercenaire » de la coopération internationale, dont il s'inspirera pour une thèse de doctorat sur le système de l'aide, soutenue en 2016. Comment les besoins sont-ils évalués ? Quelles sont les relations de pouvoir dans l'arène du développement ? Des interrogations qui ne l'ont pas quitté, que ce soit en Birmanie ou au Kenya, où il est actuellement en charge de l'implantation des activités de la Wyss Academy for Nature en Afrique de l'Ouest. Un centre de recherches rattaché à l'université de Berne, qui a pour mission de réconcilier protection de la nature et bien-être des populations locales. Entretien.

Votre livre illustre certaines entraves au bon fonctionnement des ONG, à commencer par le décalage entre ceux qui administrent et ceux qui s'engagent sur le terrain...

Joan Bastide: Cette tension entre terrain et siège, je l'ai constatée partout. Le secteur de l'aide s'est professionnalisé. Ce ne sont plus de doux rêveurs idéalistes qui partent la fleur au fusil, mais des organisations qui ont mis en place des modes de fonctionnement



Dans le cadre de l'aide au développement, le saucissonnage des projets et l'éloignement du terrain conduit à la dilution des besoins de l'opérationnel dans les logiques comptables et administratives. KEYSTONE-ARCHIVES

lourds, sous l'influence de bailleurs de fonds dont les exigences sont très élevées. De l'autre côté, il y a le terrain, avec son aspect chaotique, imprévisible, chargé en émotions. Je constate avec inquiétude que les besoins de l'opérationnel se diluent de plus en plus dans une logique comptable et administrative.

La question de l'intégration de modes de fonctionnement issus du secteur privé dans la gestion des ONG est très présente dans votre livre. Est-ce une évolution récente ?

Oui, et je vois plusieurs tendances à l'œuvre. La première c'est le partenariat public/privé (PPP), très à la mode en ce moment. La seconde concerne l'origine des fonds pour le développement : traditionnellement, ils venaient des institutions étatiques. Maintenant on a de plus en plus d'investisseurs privés, de philanthropes à la Bill Gates. Troisième tendance : la part prise par les cabinets internationaux de consul-

tants dans la mise en œuvre du développement. Ce sont eux qui remportent de plus en plus d'appels d'offre grâce à des équipes professionnelles qui peuvent réaliser des dossiers en des temps record.

N'est-ce pas de la sous-traitance ?

J'appelle ça le « consultanat » : sous-traitance et saucissonnage. Les projets sont saucissonnés en activités déconnectées les unes des autres, qui seront ensuite prises en charge par différents consultants, au risque de l'incohérence d'ensemble.

Est-ce que le secteur perd de son indépendance ?

Je ne crois pas que l'indépendance ait jamais existé. La différence, c'est que les financements institutionnels sont soumis à un processus démocratique, du moins théoriquement. Avec le financement privé, on a affaire au désir d'un seul individu. Ce qui signifie des

risques de conflits d'intérêts et de manque de transparence.

En vous lisant, on a l'impression que la bonne volonté affichée par le milieu de l'aide débouche sur des conséquences fâcheuses...

Au Kenya, par exemple, nous sommes envahis par le Prosopis, un arbre introduit par des institutions de développement dans la lutte contre la désertification. Mais aujourd'hui, il détruit les écosystèmes, tue le bétail et vide les nappes phréatiques. Les effets pervers de l'aide sont innombrables et je continue à les découvrir chaque jour. A tel point que l'on peut se poser la question de la balance entre effets néfastes et bénéfiques. Un des problèmes majeurs est la relation de dépendance qui se crée entre les pays donateurs et les bénéficiaires, dont les gouvernements délèguent des pans essentiels de leur administration publique à l'aide internationale, comme l'éducation ou la santé.

La première fois que je suis arrivé au Niger, mes yeux buttaient sur des panneaux d'ONG ou de donateurs institutionnels indiquant que « ceci avait été donné par tel et tel », « cela grâce à la générosité de... » Symboliquement, cela donne l'impression que les gens sur place sont incapables de faire quoi que ce soit.

La fuite des cerveaux vers les organisations internationales qui offrent les meilleurs salaires dans beaucoup de pays est un autre problème, puisqu'elle vide les administrations et les entreprises de leur main d'œuvre qualifiée. Il ne faut pas oublier non plus qu'une part conséquente de ce que l'on appelle l'aide est prodiguée sous la forme de prêts à taux préférentiel octroyés par les banques de développement. Non seulement ils alimentent la corruption, mais ils contribuent à alimenter la dette.

N'y a-t-il pas aussi un problème de représentations, à la fois du côté des Occidentaux qui continuent à voir l'Afrique comme une terre de misère et du côté des Africains qui perçoivent l'Europe comme un Eldorado ?

L'histoire a laissé des séquelles très profondes. Je crois qu'il faudra encore beaucoup d'efforts pour que les relations entre l'Occident et l'Afrique dépassent ces représentations qui ont des conséquences dramatiques. D'un côté, elles poussent les jeunes Africains à dénigrer leurs propres pays et à migrer au péril de leur vie. De l'autre, elles façonnent la perception occidentale des étrangers, des problèmes de l'Afrique, de leurs solutions et de notre présupposé rôle de sauveur. A travers ce livre, j'ai voulu m'attaquer à ces clichés. Donner un visage aux migrants. Décrypter les logiques postcoloniales des entreprises, des ONG et des gouvernements. Je suis content d'être au Kenya, un pays dynamique où l'on assiste à l'émergence d'une jeunesse très active et pour qui l'Occident n'est plus du tout le modèle. Il y a une Afrique qui pèse de plus en plus, qui devient un foyer, et non plus seulement un récepteur, d'innovations et de tendances vouées à se globaliser. I

¹ Joan Bastide, *Que la Terre nous soit légère*, Édition Mélanzé, 584 pp. www.joan-bastide.art

LE DÉVELOPPEMENT COMME VECTEUR DU CAPITALISME

On dirait que la critique de l'aide au développement, qui date des années 1970 déjà, n'a rien changé...

Joan Bastide: C'est la force du rouleau compresseur de l'aide au développement, et du capitalisme en général, cette capacité à absorber la critique, à la faire sienne en la reconditionnant sous une autre forme. On part toujours du principe que l'idée est bonne, mais qu'il faut ajuster les détails, alors qu'à mon sens, il y a un problème systémique de rapport de forces, de façon de faire, de paradigme.

Quels liens faites-vous entre capitalisme et aide au développement ?

L'aide reste pour moi un vecteur important de diffusion du modèle de démocratie libérale à l'occidental. A travers la ma-

nière dont on intervient sur les politiques publiques des pays



« Les gens ont d'autres aspirations »

Joan Bastide

bénéficiaires, on encourage l'ouverture des marchés, la dérégulation,

les réformes administratives inspirées du *New Public Management*. Comme s'il existait une recette unique pour le développement. Plus je voyage, plus je constate que les gens ont d'autres aspirations, d'autres représentations de la vie et systèmes de valeurs. Le développement, ça ne consiste pas à transformer tous les pays du tiers-monde en ersatz de la Suisse. Le secteur souffre encore d'un manque de contextualisation.

A vous entendre, on a presque l'impression que la meilleure solution serait de cesser l'aide au développement telle qu'on la pratique. Quelle est votre position ?

C'est une vraie question, et je vois deux manières de la poser : soit c'est l'aide au développement ou rien, auquel cas ça vaut

la peine qu'on continue de la rendre plus juste, plus intelligente, plus durable. Si par contre le choix est entre l'aide au développement ou d'autres outils, alors je pense qu'il faut prioriser d'autres outils.

Par exemple ?

L'allègement de la dette, le rééquilibrage des pouvoirs dans les organes internationaux, comme le Conseil de sécurité à l'ONU, la révision des traités commerciaux qui sont en la défaveur de ces pays, les politiques d'exportation, la fin de l'ingérence. Les leviers sont nombreux pour aider ces pays de manière bien plus efficace qu'en envoyant des experts internationaux surpayés ou des jeunes inexpérimentés creuser des puits au fin fond du Mali.

MMD

PUBLICITÉ



Le nouveau livre de Vincent est disponible sur le site du Courrier!

Revivez avec humour la première vague du Covid-19 grâce à ses dessins et des esquisses inédites.

25 fr. + 3 fr. de port sur lecourrier.ch/boutique ou à abo@lecourrier.ch